ART. 4. — Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel de la République Tunisienne*.

Fait à Tunis, le 14 septembre 1959 (11 rabia I 1379).

P. le Président de la République Tunisienne :

*Le Secrétaire d'Etat à la Présidence
et par délégation,*

BAHI LADGHAM.

EAUX

Arrêté du Secrétaire d'Etat à l'Agriculture du 28 août 1959 (23 safar 1379), portant ouverture d'enquête.

Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,

Vu le décret du 24 septembre 1885 (15 doul hidja 1302) sur le Domaine public;

Vu le décret du 5 août 1933 (2 rabia II 1351), portant règlement sur la conservation et l'utilisation des eaux du Domaine public (Code des Eaux);

Vu la demande présentée le 25 avril 1959, par MM. Hassen ben Mohamed ben Mahmoud et Abdelkader Lekhmiri, agriculteurs à Mateur (Henchir Trifaïa), en vue d'obtenir l'autorisation d'utiliser une partie des eaux de l'Oued Joumine jusqu'à concurrence de 75 m³ par jour pendant 7 mois de l'année, pour irriguer un jardin de 2 hectares qu'ils possèdent sur la rive droite de l'Oued, au lieu dit « Trifaïa ».

Arrête :

ARTICLE PREMIER. — La demande de MM. Hassen ben Mohamed ben Mahmoud et Abdelkader Lekhmiri sera soumise à l'enquête de quinze jours prévue à l'article 13 du décret du 5 août 1933 (2 rabia II 1351) susvisé.

ART. 2. — Un avis sera affiché :

- 1° au Gouvernement de Bizerte;
- 2° aux Municipalités de Bizerte et Mateur
- 3° dans les principaux centres des Gouvernorats de Bizerte et Mateur et dans les différents marchés des Gouvernorats de Bizerte et Mateur.

Il fera connaître au public que l'enquête est ouverte du 20 septembre 1959 au 5 octobre 1959, que les intéressés peuvent prendre connaissance du dossier déposé au Gouvernement, tous les jours, les dimanches, jours fériés et vendredi après-midi exceptés, de 9 heures à 11 heures et de 15 heures à 17 heures, et consigner leurs observations sur le registre annexé au dossier.

Tunis, le 28 août 1959

Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,

ABDESSELEM KNANI.

Vu :

Le Secrétaire d'Etat à la Présidence,

BAHI LADGHAM.

MISE SOUS SEQUESTRE

Arrêté du Secrétaire d'Etat à l'Agriculture du 10 septembre 1959 (7 rabia I 1379), portant mise sous séquestre d'une parcelle de terre.

Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,

Vu la loi N° 59-48 du 7 mai 1959 (28 chaoual 1378), relative à la mise sous séquestre des terres dont l'exploitation est insuffisante ou négligée;

Vu l'avis du Gouverneur du Cap Bon,

Arrête :

ARTICLE PREMIER. — Est mise sous séquestre, en vue de son exploitation et de sa conservation, la totalité de la terre

dite « Henchir Naoualet », sise au Cheikhat de Menzel Henchir, Délégation de Menzel Témime, Gouvernorat du Cap Bon, accusant une superficie de 200 hectares environ, et appartenant à M. Maouia ben Sayeh et consorts.

ART. 2. — M. Abdelkrim ben Béchir, cheikh de Mida, Délégation de Menzel Temime, est nommé séquestre de la propriété visée à l'article 1^{er} ci-dessus.

ART. 3. — La prise de possession aura lieu le 24 septembre 1959.

ART. 4. — Le Gouverneur du Cap Bon est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Tunis, le 10 septembre 1959.

Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,

ABDESSELEM KNANI.

Vu :

Le Secrétaire d'Etat à la Présidence,

BAHI LADGHAM.

Arrêté du Secrétaire d'Etat à l'Agriculture du 10 septembre 1959 (7 rabia I 1379), portant mise sous séquestre d'une parcelle de terre.

Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,

Vu la loi N° 59-48 du 7 mai 1959 (28 chaoual 1378), relative à la mise sous séquestre des terres dont l'exploitation est insuffisante ou négligée;

Vu l'avis du Gouverneur de Gabès,

Arrête :

ARTICLE PREMIER. — Est mise sous séquestre, en vue de son exploitation et de sa conservation, la totalité de la terre dite « Domaine des Aouinet », sise dans le Cheikhat de Métouia, Délégation de Métouia, Gouvernorat de Gabès (T.F. N°s 3.516 et 13.660), accusant une superficie totale de 1.662 ha. 45 a. 50 ca. et appartenant à la Société Immobilière du Sud Tunisien.

ART. 2. — M. El Hadj Mabrouk Erriahi, agriculteur, demeurant à El Aouinet, est nommé séquestre de la propriété visée à l'article 1^{er} ci-dessus.

ART. 3. — La prise de possession aura lieu le 24 septembre 1959.

ART. 4. — Le Gouverneur de Gabès est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Tunis, le 10 septembre 1959.

Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,

ABDESSELEM KNANI.

Vu :

Le Secrétaire d'Etat à la Présidence,

BAHI LADGHAM.

FIXATION DE NORMES

Arrêté du Secrétaire d'Etat à l'Agriculture du 10 septembre 1959 (7 rabia I 1379), complétant l'arrêté du 26 septembre 1958 (12 rabia I 1378), portant fixation des normes pour la reconnaissance des terres plantées dans le périmètre de la Basse Vallée de la Medjerda.

Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,

Vu la loi N° 58-63 du 11 juin 1958 (23 doul kaada 1377), sur la réforme agraire dans la Basse Vallée de la Medjerda, et particulièrement son article 3, dernier alinéa;